

Effets de la recherche

Cette recherche a permis aux enquêtés, civils et FDS, de mieux appréhender toutes les dimensions de la sécurité grâce aux échanges avec les chercheurs et enquêteurs.

Toutes les parties ont pris conscience que les populations peuvent participer à leur propre sécurité. Pour preuve, les enquêtés ont émis des propositions comme la création de Comités de vigilance et de numéros verts d'urgence.

En Guinée, « les Donzos » de Faranah proposent à l'Etat de mettre en place des stratégies pour la participation effective des communautés à la base pour la gestion de la sécurité au niveau de chaque préfecture ».

Pour leur part, les FDS ont réalisé que les populations ont besoin d'avoir confiance pour parvenir à une collaboration franche, sincère et utile.

A ce niveau, l'Etat doit jouer un rôle de facilitateur en impliquant les leaders d'opinion et en sensibilisant les populations sur l'impérieuse nécessité d'une approche participative de la sécurité.

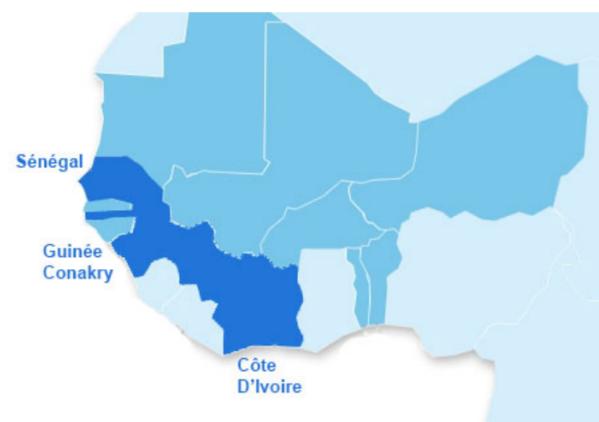


Recherches approfondies et partenariats nécessaires

Un partenariat doit être noué avec la société civile et les décideurs, en particulier les hautes autorités des FDS, pour l'application des résultats de cette recherche sur la promotion d'une approche inclusive de la sécurité en Afrique de l'Ouest.

Des ateliers de partage et de réflexion devront être organisés, aux niveaux local, régional et sous régional, selon une périodicité annuelle si possible, pour échanger sur les menaces, la prévention et la résolution des conflits et les actions à mettre en œuvre pour garantir la sécurité pour tous.

En effet, grâce à cette recherche, la réflexion sur la sécurité humaine en Afrique de l'Ouest, s'est développée. L'intérêt croissant des chercheurs, des associations de la société civile ouest-africaine et des ONG en témoigne.



Pour en savoir plus :

Chef du Projet : Dr Adjaratou Wakha AIDARA NDIAYE, awakha@partnerswestafrica.org

Coordinateur Principal : Pr Massaer DIALLO

Contributeurs : M. Mamadou DRAME et M. Saliou DIOP

Sites web de référence : www.partnerswestafrica.org - www.crdi.ca/villes

Ce document a été élaboré dans le cadre du programme de recherche " **Promotion d'une approche inclusive de la sécurité en Afrique de l'Ouest** ", financé par le **CRDI**.

Adresse : Liberté 6 Extension
Lot 139 - BP : 25 887
Cité des Jeunes Cadres Lébus
Tél. : +(221) 33 867 70 98
Fax : +(221) 33 867 70 97



Promotion d'une approche inclusive de la sécurité en Afrique de l'Ouest



Messages-clés

- Toutes les parties enquêtées estiment que la participation des populations à la prévention des conflits, à la gestion et à la consolidation de la sécurité est une impérieuse nécessité.
- Les populations ont besoin d'être sensibilisées et formées pour jouer un rôle dans la prévention de l'insécurité.
- Les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) et les populations doivent nouer des relations fondées sur une confiance mutuelle. Les FDS ne doivent plus être perçues comme des forces de répression.
- Les Ministères en charge de la sécurité publique, des forces armées et des douanes doivent s'ouvrir aux populations et les informer sur leurs missions.
- Les collectivités locales et les élus doivent s'impliquer dans la gestion de la sécurité et se positionner comme les relais des préoccupations des populations.

Participation des populations à la gestion de leur sécurité, un défi pour l'Afrique de l'Ouest

Quel est le problème ?

En Afrique de l'Ouest, la sécurité humaine et la paix sont des défis majeurs pour la consolidation des Etats. Malgré les efforts consentis par les Etats et la communauté internationale, chaque année, un conflit naît ou ressurgit dans cette région. En quelques années, l'Afrique de l'Ouest est passée de zone de transition à zone de consommation et même de production de drogues.

A cela s'ajoute le développement de la criminalité transnationale organisée notamment le trafic d'armes, la contrebande et le blanchiment d'argent. Un tel contexte régional est nourri par des crises nationales et des dynamiques conflictuelles régionales et transnationales.

Si la volonté politique des Etats de lutter contre la criminalité est affichée, les initiatives ne pourront se concrétiser que si tous les acteurs convergent dans l'action, en synergie et dans la complémentarité, pour la prévention et la résolution des conflits.

La consolidation de la paix apparaît également comme un impératif pour un développement au service des populations. Cette recherche vise à montrer le rôle que les populations peuvent jouer dans la gestion de leur propre sécurité.

Qu'avons-nous appris ?

Selon les résultats de l'enquête, 87,7% de la population totale enquêtée dans les trois pays, estiment que la gestion de la sécurité incombe au premier chef aux populations et que ces dernières ne doivent pas être exclues du processus.

Pris par pays, le résultat est similaire : 88,6% en Guinée, 89,7% en Côte d'Ivoire et 85,4% au Sénégal. Concernant les FDS, 96,5 % au Sénégal estiment que l'implication des populations est nécessaire, 95% en Guinée et 95,9% en Côte d'Ivoire. La moyenne dans les trois pays tourne autour de 95,9%.

S'agissant des populations civiles enquêtées, les proportions sont similaires. Ainsi, au Sénégal, 91,2 % de la population sont d'avis que les populations doivent être au cœur de leur propre sécurité alors que 90,5% en Côte d'Ivoire et 88 % en Guinée sont de cet avis. Ce qui donne une moyenne de 89,5%.

Ainsi, pour toutes les populations enquêtées, la collaboration entre FDS et populations est la voie pour parvenir à la sécurité pour tous, même si elles sont nombreuses à estimer qu'il ne s'agit pas de remplacer les FDS et de se substituer à elles.

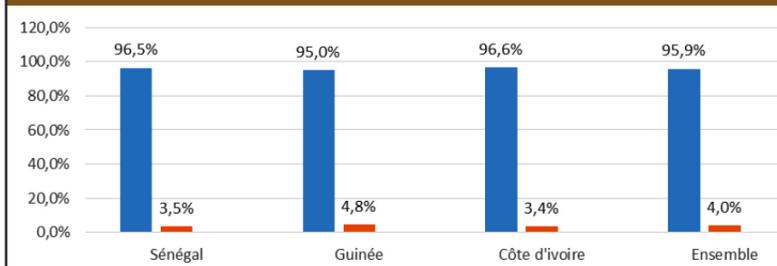
Lors de l'enquête, en plus de l'intégration des femmes et des jeunes dans les FDS, de nouvelles formes de participation ont été révélées.

Les FDS peuvent encadrer les agents de la sécurité privée, les jeunes impliqués dans la gestion de la sécurité de leur quartier ou encore créer des communautés d'information

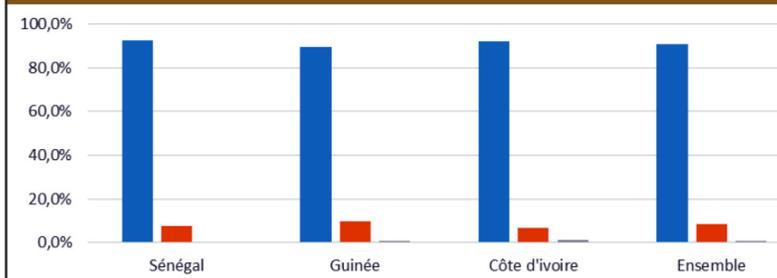
(Côte d'Ivoire) et des comités de vigilance avec lesquelles elles travailleraient en parfaite harmonie, surtout dans le cadre de la prévention.

Les populations peuvent également participer à la gestion de leur sécurité et collaborer avec les FDS, par exemple, en dénonçant les criminels et les délinquants dans les quartiers. Dans ces circonstances, il leur faut protection et anonymat, au risque de les exposer à des représailles.

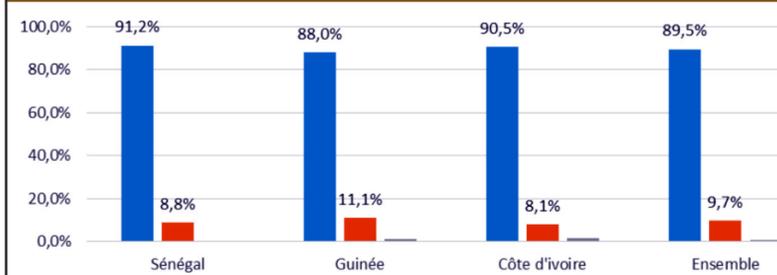
Opinion de la population totale enquêtée sur leur rôle à jouer dans la prise en charge de leur sécurité



Opinion des acteurs de la sécurité sur leur rôle à jouer dans la prise en charge de la sécurité



Opinion des FDS sur leur rôle à jouer dans la prise en charge de la sécurité



Comment avons-nous procédé ?

La méthodologie a combiné techniques qualitative (focus-group et interviews) et quantitative (enquêtes).

Ces techniques ont été utilisées selon les cibles que sont les pouvoirs publics, les leaders d'opinion et acteurs non-étatiques qui interviennent dans les questions de sécurité, toutes les couches de la population dont les étudiants, les personnes vulnérables, les associations de jeunes, les groupements de femmes, les parlementaires, les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) et leurs familles, mais aussi de simples citoyens.

La revue documentaire a permis de collecter des informations sur les différentes acceptions du concept de « sécurité inclusive » et sur l'évolution de la prise en charge de la question sécuritaire dans les trois pays où s'est déroulée l'enquête.

4373 personnes, dont 2317 femmes et 1204 hommes, ont été interrogées dans vingt (20) villes de la Côte d'Ivoire, de la Guinée et du Sénégal.

Les questions ont tourné autour de l'implication des populations dans la gestion de la sécurité, des obstacles à cette implication, des problèmes de sécurité et des causes du sentiment de sécurité insuffisant mais également des stratégies proposées.

Divers autres sujets ont également été abordés notamment l'implication du secteur privé et des acteurs de l'approche inclusive, l'identification des cadres d'expression et des facteurs facilitant et/ou contraignant l'adoption d'une approche inclusive ainsi que l'adaptation des leçons et connaissances acquises dans d'autres environnements et l'impact des stratégies et des approches inclusives de sécurité sur les services de sécurité.



Quelles sont les implications sur les politiques publiques et les pratiques ?

Les ministères en charge de la Sécurité Publique, des Forces Armées, de l'Economie et des Finances doivent initier des actions de communication grand public pour informer les populations sur leurs missions de service public et veiller à ce que l'image répressive qui leur est collée soit corrigée.

Les ministères en charge de la sécurité doivent utiliser les ressources traditionnelles et valoriser les mécanismes et capacités endogènes de prévention et de gestion des crises. En relation avec les populations, ils doivent intégrer toutes les formes de menace sécuritaire : humaine, militaire, environnementale, sanitaire.

Les collectivités locales, les associations locales et nationales d'élus et les structures publiques d'appui au développement local doivent être plus attentives aux préoccupations des populations en matière de sécurité et servir de relais pour la prise en compte réelle des menaces sécuritaires aussi bien par les assemblées délibérantes que par les populations.

Les élus des Assemblées nationales doivent se consacrer davantage aux préoccupations des populations qu'aux intérêts de leurs partis politiques.

Les populations doivent nouer des relations de confiance avec les FDS et les accompagner dans l'accomplissement de leurs missions régaliennes.